

## ÉTHIOPIE : LES AMBITIONS MARITIMES D'UN ÉTAT ENCLAVÉ

À l'occasion d'une visite dans la Corne de l'Afrique en mars 2019, le président de la République française, M. Emmanuel Macron, s'est rendu en Éthiopie où il a conclu des accords de défense inédits. La France s'est notamment engagée à aider le plus grand État enclavé d'Afrique à se doter d'une marine.

### LE DÉSENCLAVEMENT MARITIME COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Avec plus de 108 millions d'habitants, l'Éthiopie est l'État enclavé le plus peuplé au monde. Lorsqu'en 1993 l'Érythrée fait sécession, Addis Abeba perd tout accès à la mer. L'installation d'une relation « ni guerre ni paix » avec l'Érythrée, son ancienne province littorale, a conduit l'Éthiopie à une extrême dépendance envers Djibouti, devenue son seul point d'accès aux échanges maritimes. En 2018, 95 % du transit commercial de l'Éthiopie circulait par le port djiboutien de Doraleh, laissant peu de marge de manœuvre politique au gouvernement éthiopien face à son unique « porte » vers la mer, dont la redevance annuelle s'élève à plus de 1,5 milliard de dollars.

Toutefois, l'investiture d'Abiy Ahmed au poste de Premier ministre en avril 2018 a radicalement modifié la donne. Libéral sur le plan économique, il fait de la diversification des débouchés portuaires un objectif prioritaire. En 2012 déjà, les autorités éthiopiennes et kényanes avaient conclu un accord pour le co-développement du port de Lamu, projet finalement suspendu faute de moyens. Depuis peu, le gouvernement a repris les négociations avec ses voisins de la côte est-africaine. En mars 2018, Addis Abeba a pu acquérir 19 % de l'activité marchande du port de Berbera (Somaliland) via un accord avec la société émirienne DP WORLD. En mai, un accord est signé avec le Soudan pour le co-développement du plus grand port du pays, Port Soudan. Au mois de février 2019, une entente est formalisée avec Djibouti pour adapter ses infrastructures portuaires au transit du gaz éthiopien. Surtout, Abiy Ahmed s'est attaché à normaliser les relations diplomatiques avec l'Érythrée qui constitue le traditionnel débouché à la mer du pays.

### NORMALISATION DES RELATIONS AVEC L'ÉRYTHRÉE, VECTEUR D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE PORTUAIRE

Le 9 juillet 2018, à Asmara, une Déclaration conjointe de paix et d'amitié est signée par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le président érythréen Isaias Afwerki, mettant officiellement fin aux décennies d'animosité qui ont suivi la guerre d'indépendance. Dans la foulée, le 17 juillet, le ministre des Affaires étrangères éthiopien annonce le début des préparatifs pour la réhabilitation du port d'Assab, au sud-est de l'Érythrée, et des infrastructures qui le connectent à

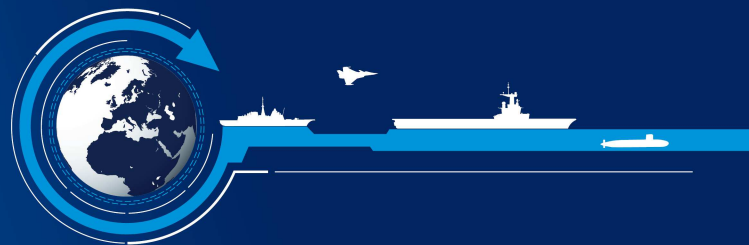
l'Éthiopie. Le 5 septembre, pour la première fois en 20 ans, un navire éthiopien a pu charger de la marchandise depuis Massawa, le plus grand port d'Érythrée.

Compte tenu de son environnement régional, plus qu'un levier économique, la diversification de ses débouchés est une nécessité géopolitique pour l'Éthiopie. Le *Fragile States Index 2019* de l'association *Fund for Peace* catégorise l'ensemble des États voisins comme très instables, voire les plus fragiles au monde à l'instar de la Somalie, du Yémen et du Soudan du Sud.

### L'ACQUISITION D'UNE COMPOSANTE NAVALE NÉCESSAIRE AUX AMBITIONS ÉTHIOPIENNES.

L'Éthiopie est le deuxième État d'Afrique par sa population, qui devrait atteindre 250 millions d'habitants d'ici 2040. Bien que limitée par son relatif enclavement, son économie est florissante, avec un taux de croissance de 8,2 % en 2018. Forte d'une histoire pluriséculaire et vainqueur d'une guerre contre une puissance occidentale – cas unique dans cette région – elle bénéficie d'une aura auprès de ses voisins. Siège de l'Union africaine, à l'initiative du rapprochement avec l'Érythrée, elle est aujourd'hui un acteur crédible auprès de la communauté internationale et peut prétendre au *leadership* dans la corne de l'Afrique.

Située entre la mer Rouge et le golfe d'Aden, cette région constitue un carrefour stratégique. Au large, la sécurisation des espaces maritimes est devenue vitale pour bon nombre de puissances étrangères qui, progressivement, y prennent position (en témoigne l'accumulation de bases militaires à Djibouti). En conséquence, le nouveau gouvernement éthiopien a compris que le rétablissement d'une composante navale serait nécessaire à l'obtention d'un statut plus important dans sa sphère régionale. Dès le mois de juin 2018, le Premier ministre Abiy Ahmed déclarait : « Nous avons mis en place l'une des forces terrestres et aériennes les plus puissantes d'Afrique... nous devons renforcer notre capacité navale ». Vingt-sept ans après la perte de la marine impériale, Addis Abeba ambitionne de se doter à nouveau d'une composante navale dans le cadre d'un large plan de réformes militaires. En effet, fondée en 1958, la marine impériale éthiopienne était devenue, avec le soutien des Soviétiques, l'une des principales forces navales d'Afrique au cours de la Guerre froide. Ses quatre bases étaient



disposées sur les côtes érythréennes à Massawa, Assab, Asmara et sur l'archipel des Dahlak ; la sécession de la province occasionna logiquement la dissolution progressive de la composante navale.

Selon une déclaration du président de Djibouti le 13 avril dernier, la future base navale de la marine éthiopienne devrait s'établir à Massawa, où mouillait jadis la flotte impériale. Ce projet d'implantation pose toutefois la question de la viabilité d'une base extraterritoriale dans un État où la position du régime en place est fragilisée.

## UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC LA FRANCE

À l'occasion d'une visite officielle du président Macron à Addis Abeba en mars 2019, les chefs d'État français et éthiopien ont conclu des accords de défense. La France s'est notamment engagée à assister l'Éthiopie dans le rétablissement de sa marine.

Pour Paris, ce rapprochement répond à une convergence d'intérêts. Le gouvernement d'Abiy Ahmed constitue une ouverture politique inédite dans une région stratégique où l'influence française mérite d'être consolidée, en dehors de

Djibouti. La perspective d'une stabilisation politique de la corne de l'Afrique la rend de nouveau attractive pour les investisseurs étrangers, notamment la Chine, qui en a fait sa principale cible sur le continent après l'Angola. Pékin a d'ores et déjà grandement contribué au désenclavement de l'Éthiopie en finançant la construction d'infrastructures modernes : une ligne ferroviaire Addis Abeba – Djibouti (pour 3,4 milliards de dollars, financée à 70 % par *EximBank*), un aéroport international (le plus grand d'Afrique en capacité). Face aux investissements chinois, la France peut offrir un moyen de diversifier les partenaires. Du point de vue maritime, en aidant l'Éthiopie à se doter d'une composante navale, la France implique un nouvel acteur régional dans la protection des routes commerciales dont elle dépend. Lier des partenariats de défense avec des États situés le long de ses voies d'approvisionnements s'intègre dans une stratégie plus globale qualifiée par certains observateurs de « pivot indo-pacifique » français.

